

La Petite Tunisie

Le Petit Tunisien

SOCIALE

La Tunisie Socialiste

Insertions 1^{er} page 10 fr. 2^e page 5 fr. ; 3^e page 3 fr. Abonnements et annonces payables d'avant

Rédacteur en chef : Em. LACROIX C. C. P. 2523 S-Germain

Hebdomadaire Tunisie-Constantine : 12 fr. par an France : 15 fr. - Etranger : 20 fr.

SUPPOSONS LE PIRE...

Grisé comme nous l'avions crant avec Hitler, Mussolini promene, dit-on, sa forêt de baionnettes à travers les oliviers de la Haye; où veut-il en venir ? contre qui en a-t-il ? le communiste va-t-il subitement surgir du désert ? est-ce une intimidation en direction de l'Egypte ? supposons le pire : une menace contre nous-mêmes.

Renouvelant contre Ayon Delbos le coup de force que connut Delcassé, l'Allemagne peut demain exiger de nous le retour de ses colonies; elle a l'appui de l'Italie et elle est habituée à voir céder intailliblement un peuple décidé à conserver la paix à tout prix. Il faut pourtant envisager qu'un jour ou l'autre nous en aurons assez, et c'est peut-être dans cette éventualité que Mussolini a pris ses dispositions. Il n'a certes pas l'outrecuidance de penser qu'il franchira les Alpes et viendra occuper la rive gauche du Rhône; il connaît sans doute de quel bois se chauffent sur nos passes alpines les troupes d'élite qui assurent notre couverture, aussi a-t-il pu mûrir une stratégie plus savante. Le Nord de l'Afrique (d'autres l'ont dit aussi) sera le théâtre d'opérations de grande envergure, peut-être même le lieu des combats qui décideront l'issue de la guerre. Cette pointe rocheuse du Cap Bon qui s'avance en plein bassin méditerranéen vers la Sicile est le lieu d'élection de toutes sortes de maisons de l'Europe avec l'Afrique, celui qui posséderait à la fois Kabilia, Pantellaria, Trapani serait véritablement le seigneur de la grande mer. Adieu oui, cette fois, à la route des Indes. L'Italie est donc bien placée pour miser son pion face à la Tunisie, n'oublions pas que notre sœur latine, aujourd'hui quelque peu notre ennemie, a fait de l'aviation l'arme principale de la bataille : l'infanterie, les troupes motorisées, l'artillerie, le génie n'étant plus que les auxiliaires de l'armée de l'air. L'Italien moyen est convaincu que le Duce a trouvé ainsi le procédé de faire la guerre avec du matériel et non avec des poitrines humaines. On n'a rien dit en France de la conquête de l'abyssinie, mais en Italie on a célébré chaque jour avec quelles pertes dérisoires les stratèges transalpins, usant au maximum d'un matériel hors de pair, ont conquis cet immense empire défendu pourtant par un peuple très belliqueux. On chuchote partout dans les milieux fascistes que quand Mussolini le voudra la conquête de la Tunisie se fera avec une égale facilité, et on ajoute que le courage légendaire de nos troupes serait de peu d'importance parce que dépourvues d'un matériel suffisant, mal soutenues par une artillerie antérieure et une aviation plus ancienne encore. Vraies ou fausses ces considérations ont une énorme importance sur l'esprit des militaristes italiens : on se prend à avoir courage quand on considère que l'on ne risque presque rien, et la bonne histoire de Tartarin gravissant sans peur la Jungfrau.

parce qu'on l'avait convaincu que tous les précipices étaient truqués, est bien l'image du fanfaron de tous les pays. A force de s'imaginer que nous ne possédons qu'un nombre ridicule d'avions, à force de croire que notre flotte est démodée, nos bons voisins pourraient bien penser un jour à nous provoquer comme de vulgaires Abyssins et même à se lancer résolument en direction de Gabès, laissant à quelque conférence de Bruxelles, la Haye, Lucerne, ou autre, le soin de savoir si c'est, ou non, conforme à la décision des neuf puissances.

Que faudrait-il pour défendre nos charmants amis contre eux-mêmes : peu de chose peut-être, car, il faut bien le dire, on ne peut pas trouver un peuple plus aimable quand le succès et la gloire ne lui troublent pas la tête. Cette guerre d'Abyssinie, cette mystérieuse croisade d'Espagne ont transformé les bons bourgeois de Livourne à Brindisi et de Palerme à Venise en de fougueux spadassins. Ce n'est partout que trompettes, défilés, marches guerrières, bras en l'air et pas-de-poie. Mettons que, demain, un général Mécène, un démocrate, un pacifiste américain (un vrai), nous fasse don pour la Tunisie de 500 avions militaires du modèle le plus récent; supposons même, tout bonnement, que nous les achetions, car nous sommes encore assez riches pour cela et nous n'aurions pas besoin de prélever, à cet effet, un dixième de la fortune publique : sans aucun doute les choses se présenteraient sous un tout autre aspect. Les cent vingt mille légionnaires et leurs volontaires, qui, sans doute, ramassent les colimaçons des sables sur les buissons épineux de l'antique Libye, trouveraient plus agréable d'aller camper dans les luxuriantes plaines de la vallée du Pô. Au fond, cette histoire d'effectifs, aussi formidables sur un sol en définitive pouilleux, pour le moins autant que notre Sud Tunisien est peut-être bien un énorme bobard, en tous cas il n'est pas mauvais qu'à défaut d'une attaque aussi massive venant du désert on en envisage plus sérieusement une autre venant par la voie des airs et contre celle-là nous ne serons vraiment parés qu'à la condition d'avoir sur place des bases, un matériel de guerre abondant et une aviation du tout dernier modèle. Nous avons autant de raisons que les Italiens d'être ménaçés du sang de nos fils et de ne pas les exposer, tout nus, aux armes des Hoplites.

La mer intérieure de Bou-Grara, bien abritée derrière l'île de Djerba, offre en eau calme des fonds remarquables où notre flotte de l'air ainsi que les grands « dreadnoughts » peuvent évoluer à l'aise et où déjà d'audacieux croiseurs ont pu pénétrer, en utilisant simplement les passes existantes sans le moindre dragage. Il faut avoir l'indifférence propre à notre caractère de pacifistes dédaigneux pour méconnaître l'importance de premier ordre de ce point d'appui

BULLETIN Finissons-en avec les manifestations

Il n'y a pas de questions nord-africaines et il n'existe d'agitation que celle que l'on veut bien laisser se développer. Il est désastreux en premier lieu de confier l'administration de ces pays, à des fonctionnaires qui ne connaissent pas la mentalité des populations et il est paradoxal encore de vouloir diriger de Paris même, la politique de nos Protectorats.

C'est sur place que l'on doit connaître, par le menu, les tenants et aboutissants de tous ces agitateurs en mal de prébendes et il est inadmissible d'essayer de les apprivoiser en les entretenant de notre honte avec des trémolos dans la voix. Nos protégés demandent qu'on les traite avec justice et qu'on leur parle avec fermeté; ils méprisent avec raison toutes les concessions qui témoignent de notre faiblesse. Nous n'avons pas à nous étendre avec complaisance sur les secours accordés et sur la coopération que nous jugeons possible de confier à ceux qui en sont dignes. Ce qu'il ne faut pas en tous cas laisser accréditer, c'est que nous cédon à la menace et que notre considération va en premier lieu à ceux qui nous paraissent les plus remuants et les plus dangereux.

Tous ces meneurs qui prétendent à leur gré faire ouvrir ou fermer les boutiques n'ont d'autre autorité que celle que nous leur conférons en ne les traitant pas avec sévérité, car si nous-mêmes avons l'air de les redouter, rien d'étonnant alors que ceux qui se plient à leurs exigences pensent aux représailles dont ils seraient eux-mêmes victimes si tous ces troubles devenaient un jour les maîtres de l'heure.

Il n'y a guère qu'une quinzaine d'années que l'on a abandonné en Tunisie les méthodes d'autorité pour leur substituer une politique de tractations, de concessions et de marchandages tout à fait dépourvue de noblesse. Nous avons donné à nos protégés l'impression que nous accordions nos faveurs bien plus à ceux dont nous redoutions les morsures qu'à ceux qui venaient franchement à nous désireux de nous servir avec loyauté; en un mot, beaucoup ont pu croire que la réussite dépendait non pas des bonnes actions accomplies, mais de tout le mal que l'on avait en puissance et dont on donnait avec à-propos quelques aperçus.

Il serait indigne d'un peuple fort comme la France de composer avec les méchants sous prétexte d'un libéralisme de mauvais aloi. Le Djerbien mercanti se moque des événements marocains comme un poisson d'une ponne, il ferme sa boutique par peur des énerguènes et parce que nous ne lui apparaissons plus assez forts et assez énergiques pour le protéger nous-mêmes. Toute la question est là. Assez donc en Afrique du Nord de toutes ces grèves, de tous ces mauvais exemples; le consommateur autant que le vendeur a des droits à faire prévaloir, que toutes ces manifestations soient considérées comme rébellion et punies suivant la loi, que ceux qui en sont les instigateurs soient expulsés du pays où ils créent une agitation néfaste en attendant des désordres sanglants. A-t-on

unique dans la configuration de la petite et de la grande Syrte. L'abandon d'une telle position stratégique serait, le cas échéant, la pire des erreurs que l'on pourrait commettre. Autant dire que, dans la Métropole, nous serions prêts en cas de conflit à abandonner Verdun.

Jusqu'à présent profondément désireux de vivre en paix avec tous nos voisins nous n'avions guère conservé que les armes strictement nécessaires pour assurer les affaires courantes. Il est très dangereux cependant de jouer au plus fort avec un champion qui a abandonné le ring et ce n'est pas la première fois que, poussé par les circonstances, on voit après de longues années un jeune présomptueux recevoir de l'ancien une leçon bien méritée.

CIVIS.

le droit en U. R. S. S. de se livrer à toutes ces facéties ? Permet-on aux mécontents de saper le régime ? Non, n'est-ce pas ? Alors pourquoi serions-nous plus déboussaillés ?

CIVIS.

Le mirage des mots

Les mathématiques sont des sciences exactes parce qu'elles reposent sur des définitions précises et immuables; il n'en est pas de même en sociologie où personne n'envisage, sous son véritable aspect, la terminologie des expressions, même les plus banales. On parle sans cesse, par exemple, de propriétés comme s'il existait encore des gens qui soient véritablement propriétaires de quelque chose. Depuis longtemps le seul propriétaire, des immeubles tout au moins, c'est l'Etat qui loue à vie tous les biens de la nation en percevant un loyer qui s'appelle l'impôt et des droits très élevés de mutation chaque fois que les occupants décèdent ou passent leurs droits à d'autres.

Les exigences de l'Etat sont même telles que dans certaines campagnes les soi-disant propriétaires ont abandonné leurs biens qui tombent en ruines. En général une propriété change de main tous les dix ans et comme les droits de mutation représentent environ un dixième de la valeur du bien, on peut dire que l'Etat revend ses propriétés une fois par siècle, ce qui est une opération en somme assez brillante. Les plus habiles spéculateurs sont loin de réaliser toujours pour leur propre compte des opérations aussi fructueuses.

Ce qui fait la valeur d'une propriété, c'est l'activité de ses occupants et celle-ci est fonction des satisfactions et des agréments que présente l'affaire que l'on gère ou le bien que l'on occupe.

Un Etat à tendance socialiste ne pourra guère tirer pour la collectivité un meilleur profit de la propriété ainsi définie, ses réformes ne pourront se manifester que dans la transmission des propriétés et dans le morcellement ou le regroupement de ces propriétés.

Lorsque le possesseur d'un bien saura que sa propriété ne peut plus être léguée et doit faire retour à l'Etat, il n'éprouvera plus aucun désir d'y apporter des améliorations durables, et ce sera une cause de régression pour la prospérité générale.

Toutes les réformes que les partis soi-disant avancés font miroiter dans leurs professions de foi à leurs naïfs électeurs ne seront en réalité génératrices d'aucun progrès. On ne peut tirer d'un grain de blé plus de farine qu'il ne contient et il n'existe pas de doctrine politique capable d'augmenter le volume d'une sphère dont le rayon est invariable. Seule l'humanité, stupide et crédule, au sein de laquelle nous vivons, est susceptible de croire à tous les mensonges doctrinaires qu'on lui débite. L'hypothèse d'un Etat purement collectiviste est une utopie. Il apparaît en effet impossible de concevoir un système dans lequel tous les citoyens seraient actionnaires dans une égale proportion des biens de l'Etat, car les consommateurs ont une propension inégale à consommer et auraient vite fait soit d'alléger leur part pour consommer davantage, soit de consommer moins pour acquérir la part de certains autres, ce qui revient au système capitaliste normal aggravé du fait que certains travailleurs ont tendance à produire plus et d'autres à produire moins, soit volontairement, soit involontairement. Il existe ainsi des hommes prodigues et avares, des travailleurs actifs et lents, des tempéraments courageux et paresseux, des esprits droits et tortueux, des caractères loyaux et faux, enfin des voleurs et des honnêtes gens.

Sous aucun régime, par aucune religion, à aucune époque de l'histoire, on n'a encore réussi à créer un prototype de mentalité humaine permettant de réaliser une modalité stable et définitive de la société. Il est donc oiseux avec des éléments disparates de vouloir créer un système qui exige à la base des éléments animés d'une ferme volonté de marcher dans un parfait alignement. Il faut n'avoir pas vécu, ou n'avoir jamais rien observé, pour ne pas avoir remarqué avec quelle apreté les avares gardent jalousement leurs biens et travaillent à les augmenter, avec quelle éli-

CIVIS.

A quand l'état de siège en Afrique du Nord ?

L'« Argus de la Presse » vient encore de nous transmettre deux coupures traitant le sujet de l'état de siège en Afrique du Nord.

Mais ce qu'il y a de surprenant c'est que l'une d'elles provient de la « Tribune » de Sfax que nous lisons très attentivement, ce qui prouve que le numéro ne nous est pas parvenue; la seconde du « Sud Marocain » de Marrakech, mais placée en deuxième page de telle façon que l'article a pu nous échapper.

Bref nos deux excellents confrères se rangent à nous pour le réclamer.

Voici ce que dit Racul Benoit dans sa « Tribune » :

Rappelons en passant que le on les assasins de Mlle Hautot n'ont jamais été découverts et bornons-nous à cet exemple pour ne pas allonger la liste.

La pègre a pris possession de Tunis et l'on en est à se demander si dans quelque coin de la capitale n'existe pas une Grande Truanderie abondamment peuplée de sacrificateurs.

Le mal étant reconnu, indéniable, voyons quel pourrait être le remède.

On a dit, répété, ressassé, que les effectifs de la police étaient insuffisants bien qu'ayant été considérablement augmentés au cours de ces dernières années et dès que l'on parle de les accroître à nouveau on se heurte à la question budgétaire.

Il n'y a pas d'argent. Pas d'argent pas d'agents; c'est un argument sans réplique. La pauvreté du Gouvernement fait la fortune des escarpes et parmi toutes les libertés que le Front Populaire a données au public nous devons noter celle d'être volé et trucidé.

Cette situation ne saurait se prolonger. Mais que faire sans argent ?

Notre confrère « La Petite Tunisie » bientôt suivi par le « Progrès de Tunis » a demandé que soit promulgué l'état de siège pour mettre les gangsters à la raison.

C'est un moyen énergique, sans doute, mais quel peu dangereux, car si l'état de siège peut modérer l'ardeur des sacrificateurs, il ne manquerait pas de générer aussi les honnêtes gens.

Et voici le « Sud Marocain » :

A la lumière de ce document nous pouvons affirmer que les populations du Maroc sont systématiquement travaillées par des agitateurs et que les diverses explosions, auxquelles nous assistons depuis quelque temps, ne sont qu'expériences et répétitions du soulèvement général attendu par quelques-uns et organisé par des éléments non marocains.

Devant une pareille situation des mesures doivent être prises, le temps des tergiversations est passé.

Comme l'écrivait, ces jours-ci René Bouyac dans le « Progrès de Tunis » : article repris par « La Petite Tunisie » et « Le Républicain » de Constantine, les grands maux appellent les grands remèdes. En la circonstance, le seul qui puisse être effectif est la mise en état de siège de l'Afrique du Nord car « il ne trouble en rien la vie administrative ou économique du pays, mais il assure l'ordre qui renferme tout le programme à suivre, si on ne veut pas que l'Afrique française cesse de l'être un jour ».

Et elle permettrait la mesure de salut public d'urgence que tous les gens pondérés réclament : dissolution, au Maroc, de tous les partis politiques quels qu'ils soient et l'interdiction des organes de

gance, les prodigues jettent l'argent par la fenêtre, avec quelle rage les envieux considèrent le bonheur d'autrui, mais ceci étant posé, c'est pure folie de penser que l'éducation ne suffira jamais à fondre dans un même creuset des passions aussi vives pour créer un type humain idéal exempt de toutes les tares et accessible à la seule vertu.

Il faut donc se contenter d'un à peuprés, heureux amour de considérer qu'il existe une majorité de braves gens, bien décidée à ne pas se laisser gouverner par des minorités agissantes qui comme les loups ne s'assemblent que pour imposer par leur nombre ce qu'elles ne pourraient faire triompher par la raison du simple bon sens.

LE SEMAINIER.

